

Suite de la page 9

D'autant que lui-même n'est pas du tout garanti tant, sur le terrain, les conditions générales nécessaires à son bon fonctionnement paraissent difficiles à réunir, à consolider et à durablement préserver.

En effet, les déficits enregistrés dans bien des domaines essentiels — justice et Etat de droit, structuration du champ politique, systèmes d'enseignement, de formation et de recherche, maîtrise de la science et de la technologie, capacités réelles des systèmes productifs et faible productivité du travail, etc. — laissent penser que toute la région va être confrontée à une difficile phase de transition, probablement chaotique et appelée à durer avant que ne soient réalisées les conditions d'une relative stabilité, permettant donc un exercice satisfaisant de la démocratie.

C'est dire que les choix à opérer dans les années qui viennent vont être difficiles et qu'il convient de ne pas se tromper — une fois, de plus — pour tout ce qui se rapporte aux orientations stratégiques à adopter ; ce qui ne ferait qu'aggraver les multiples crises en cours. Ce sera l'un des principaux enjeux pour les nouvelles équipes dirigeantes portées au pouvoir par les évolutions politiques actuellement en cours.

XVI) Et ce, alors que, depuis de nombreuses années, les publications de toutes natures s'amoncellent qui ne cessent de mettre en évidence l'extrême acuité des problèmes structurels qui se posent dans la région.

A commencer par les divers Rapports sur le développement humain dans le monde arabe publiés par le Programme des Nations unies pour le Développement — depuis le premier en 2002 — dont la lucidité et le courage, voire la préscience sont à saluer.

En fait, par leur gravité, les blocages identifiés compromettent tant le positionnement actuel que, probablement surtout, les perspectives de la région dans un nouveau contexte mondial largement dominé par la nouvelle «grande transformation» globale que constitue l'irréversible processus de (ré)émergence de plusieurs pôles asiatiques, Chine en tête, bien sûr. Dont il faut bien être conscient qu'il faut directement peser sur la région une sérieuse menace d'aggravation du processus de déclin qui, de manière générale, la concerne et qui, aujourd'hui déjà, est particulièrement sensible y compris — fait notable — au sein même d'un ensemble très fortement symbolique auquel elle appartient, le monde musulman.

L'expérience des pays asiatiques dont maintenant nous disposons prouve qu'en termes de politique économique il n'y a pas d'autre choix que celui de la participation de manière active aux échanges mondiaux de biens, de services et de connaissances. Car, en effet, de nouvelles illusions autoritaristes — islamistes ou autres — aux plans politique, économique et culturel risquent d'être fatales pour les pays de la région dans le difficile contexte international

qui s'annonce et qui sera impitoyable pour tous ceux dont les choix auront été effectués sur la base d'une analyse erronée de la nouvelle phase historique dans laquelle l'humanité est entrée. Les nouveaux projets à formuler devront, certes, comporter une dimension économique centrale impliquant un repositionnement positif de la région dans les échanges mondiaux, hors matières premières. Mais, nécessairement multidimensionnels et complexes, ils devront également procéder d'une démarche globale assumant des dimensions culturelles et politiques ouvertes sur le monde.

XVII) En fait, si nous voulons réellement avancer, nous devons définitivement éradiquer toute forme de «zaïmisme» de nos champs politique, bien sûr, mais aussi intellectuel, moral et psychologique et, au plus vite, (re)trouver les chemins de la créativité individuelle et collective. Les valeurs de liberté, de dignité, de respect des droits de l'homme ne sont en aucun cas «occidentales» car elles ont leur pendant dans toutes les cultures du monde et il nous appartient de retrouver dans la nôtre les ingrédients nous permettant de leur redonner toute la légitimité sociale endogène qui doit être leur. Si les puissances «occidentales» les instrumentalisent — ce qui est souvent le cas — ce doit être considéré comme leur problème et non le nôtre.

Et il nous appartient de les dénoncer pour ce qu'elles en font en nous efforçant d'avoir autant de légitimité qu'elles à en assumer, si ce n'est la paternité formelle, du moins l'effectivité de la pratique et de la transmission du message dans nos sociétés.

La meilleure illustration de ce type de problème est celle dite du «deux poids, deux mesures» trop souvent appliqué dans les relations internationales — entre autres, à la question palestinienne qui nous concerne directement — et que nous devons fermement dénoncer ; encore faut-il que nous soyons pleinement fondés à le faire par la qualité de notre vision et celle de nos pratiques. En tout état de cause, nous devons sortir de cette conception essentialiste de «l'Occident» comme ennemi héréditaire et éternel et régir nos rapports avec lui conformément à une vieille formule qui a fait ses preuves et selon laquelle nous n'avons ni amis, ni ennemis permanents, mais toujours des intérêts permanents. D'autant que cet «Occident», aujourd'hui tant décrié, nous — Arabes et Musulmans — avons beaucoup contribué à sa naissance intellectuelle par l'intermédiaire de deux filières décisives, l'une philosophique et l'autre scientifique, porteuses de logiques fondamentales de rationalité qui ont longtemps parcouru notre propre histoire et que lui, très intelligemment, a su assimiler et se réapproprier entre les XII^e et XVI^e siècles ; phase historique préparatoire de «sa Renaissance» et qu'il convient de ne pas oublier. Et c'est bien pourquoi, aujourd'hui, rejeter purement et simplement tout apport «occidental» c'est aussi nous amputer d'une gran-

de et belle partie de nous-mêmes. Alors que nous en avons besoin pour formuler un projet de modernité, languissant depuis les impasses de la Nahdha au XIX^e siècle qui, malgré beaucoup de bonnes questions, n'avait pas été en mesure de formuler les réponses nécessaires.

XVIII) Ceci dit, dans le nouveau contexte régional actuel, les positions prises par la diplomatie officielle algérienne sont totalement décalées par rapport à des évolutions majeures qu'elle semble, contre toute analyse objective, ignorer ou vouloir faire semblant d'ignorer, commettant ainsi une grave erreur d'appréciation. Ne pas avoir reconnu, à ce jour, le Conseil National de Transition libyen va faire pour longtemps de la Libye un pays qui, d'une manière ou d'une autre, nous sera hostile.

Et ce, alors même qu'en raison du conflit du Sahara occidental nos relations avec le Maroc sont dans une impasse qui dure depuis plus de 35 ans et dont, aujourd'hui encore, on ne voit aucune sortie prévisible.

En outre, il convient de prendre en considération le fait que l'Égypte, la Libye et la Tunisie, de par leur trajectoire partagée de changement politique, vont nécessairement développer entre elles diverses formes de synergies et de solidarités communes. Par ailleurs, au Nord, les Etats-Unis et l'Union européenne vont renforcer leurs relations avec ces quatre pays — Maroc, Tunisie, Libye et Égypte — dont ils vont suivre avec le plus grand intérêt les évolutions politiques futures. En même temps, au Sud, indépendamment même des conséquences du changement de régime intervenu en Libye, les pays du Sahel sont appelés à se transformer et pour très longtemps en une zone de grande instabilité chronique. Ce sera surtout en raison des très lourdes contraintes de leurs perspectives démographiques (ainsi, en 2050 Mali et Niger réunis auront une population totale de l'ordre de 98 millions d'habitants, pratiquement autant que Maroc, Tunisie et Algérie réunis ; l'Algérie en ayant 47), des graves conséquences attendues des deux crises globales, climatique et écologique, ainsi que des diverses formes de terrorisme, crime organisé et trafics en tous genres affectant déjà cet espace. C'est dire combien le pays risque de se retrouver piégé dans une inquiétante et dangereuse situation combinant isolement croissant et voisinage porteur de risques, voire de menaces. Un contexte aussi contraignant ne pourra lui offrir que peu de réelles possibilités d'action pour assurer un rayonnement extérieur dynamique, cohérent et crédible, condition essentielle de défense des intérêts nationaux.

XIX) Les mutations systémiques en cours dans les deux contextes — mondial et régional — doivent être pour le pays l'occasion d'engager une profonde réflexion et un large débat démocratique sur la façon dont nous concevons notre place dans le monde et qui suppose, également, une évaluation luci-

de de nos problèmes internes.

A l'issue d'un tel processus, nous devrions être en mesure de faire émerger notre «conception du monde» et de la place que nous souhaitons y occuper ; domaines pour lesquels la philosophie allemande a forgé le concept de «Weltanschauung».

De ce point de vue, tout en estimant à leur juste valeur les indéniables atouts — de toutes natures — dont bénéficie notre pays et donc en affirmant le rôle important qu'il lui revient de jouer, notamment dans la région, nous devons également opérer notre «notre propre révolution copernicienne» et cesser de croire ou de faire semblant de croire que le monde tourne autour de l'Algérie. En nous ouvrant de toute urgence au monde, nous devons sortir d'un inquiétant tête-à-tête avec nous-mêmes qui, depuis de trop nombreuses années déjà, n'a fait que développer une mentalité de «forteresse assiégée». Les conséquences catastrophiques de ce syndrome se mesurent objectivement chaque jour, sur la base du constat affligeant des faibles performances réelles du pays — mis à part les nombreux indicateurs de plus en plus formels, strictement dépendants de l'indispensable «apport en oxygène» fourni par les ressources rentières — dans tous les domaines qui comptent réellement pour bâtir l'avenir. Et ce, notamment, pour tout ce qui se rapporte à la production de biens — hors hydrocarbures — de services et de connaissances, en mesure de respecter les exigences de la compétition mondiale ; comme, par ailleurs, il en va pour l'emploi et la qualité de vie. Tous domaines dans lesquels nos performances réelles ne cessent de se détériorer.

XX) Le changement de régime intervenu en Libye, quels que soient les problèmes dont il peut être porteur — et il y en aura nécessairement — peut aussi offrir de nouvelles perspectives de relance du processus de construction du Maghreb. Car c'est notre seul espace naturel, dicté par notre forte communauté de destin inscrite dans la «longue durée» historique, quels que soient les aspects, positifs ou négatifs, envisagés et en direction duquel nous devrions nous inspirer de l'un des cinq principes sur lesquels se base officiellement l'actuelle diplomatie turque : «zéro problème avec les voisins». L'Union du Maghreb arabe vit depuis sa création, en 1989, une crise majeure, s'apparentant de plus en plus à un inéluctable processus de suicide collectif pour les cinq pays. En effet, chacun d'eux, à lui seul, n'a absolument aucune chance de formuler le moindre projet crédible d'insertion dynamique dans la mondialisation et ne peut que continuer de tourner en rond, en perpétuant dans son petit coin ses actuels calculs et bricolages de court terme. D'autant que, les cinq pays de l'UMA réunis représentent, certes, un potentiel économique appréciable, mais ne forment — malgré les hydrocarbures algériens et libyens, en eux-mêmes très trompeurs — qu'un ensemble limité à l'échelle du monde et des grands acteurs

qui vont, de plus en plus, en dominer la scène. En effet, sur la base de récentes estimations du Fonds monétaire international, avec une projection de PIB nominal en 2015 de l'ordre de 526 milliards de \$, l'UMA — en additionnant les PIB des cinq pays — «pèserait économiquement» un peu plus que la Norvège ou l'Afrique du Sud et un peu moins que la Belgique ou la Suisse ; ou encore, sensiblement, la moitié de la Turquie ou de l'Indonésie, le tiers de l'Espagne et à peine plus que le sixième de la France. Et c'est dire combien le cadre — même très limité à l'échelle du monde — que représente l'UMA doit constituer pour nous un seuil minimum de survie à atteindre, préserver et consolider pour formuler, à la fois, notre propre projet national de sortie de crise et notre contribution à un projet commun de modernité dont tous les peuples de la région ont besoin. Au terme de cette réflexion et à l'heure où, dans certains cercles dirigeants des pays de l'Union européenne, on est en train de penser aux Etats-Unis d'Europe, je ne peux m'empêcher de poser la question de savoir de quel poids pourront, dans le monde de demain, peser les états désunis du Maghreb.

A cet égard, il est toujours salutaire de relire l'immense et toujours nécessaire penseur maghrébin que fut Ibn Khaldoun et qui, dans *La Muqaddima* (Texte traduit par Abdesselam Cheddadi - Bibliothèque de La Pléiade — 2002 — p 946) à propos de l'état de la connaissance au Maghreb, décrit ainsi une ambiance crépusculaire dont il convient, aujourd'hui plus que jamais, de se souvenir, pour ne plus avoir à la revivre : «Lorsque le vent de la civilisation eut cessé de souffler sur le Maghreb et sur l'Andalus et que le déclin de la civilisation entraîna celui des sciences, les sciences rationnelles disparurent, à l'exception de quelques vestiges qu'on peut rencontrer encore chez un petit nombre de personnes isolées, soumises à la surveillance des autorités de la Sunna». Alors, prenons garde et mobilisons toutes nos forces — notre intelligence surtout — pour éviter qu'une fois de plus «le vent de la civilisation cesse de souffler sur le Maghreb». En conclusion, je citerai la philosophie Jean-Paul Sartre qui avait écrit, en 1961, pour *Les damnés de la terre* de Frantz Fanon, une très belle préface, longtemps demeurée célèbre. Mais en paraphrasant une phrase, empruntée à une autre de ses œuvres *Saint Genet, comédien et martyr*, dans laquelle il écrivait : «L'important n'est pas ce qu'on fait de nous, mais ce que nous faisons nous-mêmes de ce qu'on a fait de nous». De mon point de vue, donc : certes, l'important est ce qu'on a fait de nous, mais, aujourd'hui, le plus important, c'est ce que nous avons nous-mêmes déjà fait de ce qu'on avait fait de nous ; et le plus déterminant c'est ce que nous envisageons, demain, de faire de ce que nous avons nous-mêmes déjà fait de nous.

N. S.

(nadjisafir@gmail.com)